

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20°)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5 fr.	Trois mois... 7 fr. 50
Chèque postal : N. Faucier 1165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

POINCARÉ FOR EVER !

Nous avions un ministre Poincaré. Nous avons un ministre Poincaré. Pourquoi pas ?

Je voudrais bien savoir où l'on pourrait trouver quelqu'un de plus symbolique, de plus représentatif que M. Raymond Poincaré et d'un passé plus merveilleusement suggestif.

Je voudrais bien savoir quel exemple plus édifiant, quelle leçon de choses plus admirable on pourrait trouver que la glorification de cet homme d'Etat par le Français moyen, dignement endoctriné par la grande presse.

Poincaré se recommande à ces contemporains et à la postérité par deux opérations principales.

Il a sauvé la France et il a sauvé le franc.

La première s'est soldée par un bilan de quinze cent mille morts.

La seconde par un budget de quarante-cinq milliards.

J'entends bien que Poincaré n'a pas accompli à lui tout seul ni l'une ni l'autre de ces œuvres. Il y a eu collaboration.

Dans le premier cas, elle s'est nommée « Union sacrée ». Dans le second « Union Nationale ». Mais enfin, c'est Poincaré qui a présidé à l'une et à l'autre.

Il y a eu autrefois, des barbares qui, pour satisfaire leurs dieux, procédaient à des sacrifices humains.

On a parlé d'une certaine idole Moloch, célèbre pour les immolations qu'on lui dédiait.

Il serait vraiment téméraire de tenter un parallèle entre ces antiques idoles et la moderne idéologie du Droit, de la Justice et de la Civilisation. On arriverait à de scabreuses conclusions.

On pourrait admettre que les premières ont fait moins de victimes et que leurs fidèles avaient dans leur ignorance superstitieuse quelques excuses qui manquent, peut-être aux zélés des idées modernes.

La-dessus on serait accusé de manquer d'idéalisme. Avec raison, si l'idéalisme consiste à sacrifier les réalités humaines, les chairs vivantes à des abstractions préemptoires. Il serait peut-être bon d'en finir avec cet idéalisme-là, avec tous les grands mots équivoques. Des besoins humains à satisfaire, des douleurs humaines à éviter, des désirs humains à accomplir, celui d'une société qui n'impose plus volontairement la souffrance à ses membres mais leur assure des possibilités de vie heureuse, c'est là un programme « matérialiste ».

Poincaré présida donc au triomphe de l'idéalisme.

De méchantes gens ont prétendu que ce triomphe n'avait été utile qu'à quelques bandes de profiteurs. C'est là encore une façon de voir affreusement matérialiste.

Aux bienfaits de la victoire et de ces quatre ans de cette guerre que les idéalistes empêchèrent d'abréger devait se joindre celui du sauvetage du franc.

On plus exactement, le sauvetage de ce qui pouvait être assuré de la dette publique.

Le problème se trouvait ainsi posé : Etant donné l'impossibilité rigoureuse d'arracher au contribuable les intérêts d'une dette nominale de trois cents milliards, née de la guerre, limiter la banqueroute au minimum et extorquer le maximum d'impôts pour y arriver.

C'est ce qu'on a appelé stabiliser le franc dans les meilleures conditions possibles.

La France paiera.

Pour la guerre, Poincaré et ses ministres avaient trouvé l'appui enthousiaste et quasi unanime de tous les partis, en particulier de ceux de gauche, et celui des socialistes auquel il rendait encore l'autre jour si gentiment hommage.

Pour sa campagne du franc, le ministre des finances Poincaré trouva le concours des radicaux et une opposition si molle des socialistes qu'on put les taxer de complaisance. Il y eut la mystique du franc comme il y avait eu celle de la guerre du Droit.

A l'heure actuelle les partis de « gauche » boudent ou affectent de boudier le

nouveau cabinet Poincaré. Il y a eu je ne sais quelles histoires de moines. « Cachez, cachez ce moine... »

Et puis ils veulent obliger le ministre à faire quelques dizaines de millions d'économies sur son budget de quarante-cinq milliards.

M. Paul-Boncour, l'organisateur de la prochaine victoire, a poussé le mécontentement jusqu'à renoncer à défendre la France à Genève. Son socialisme l'empêche de représenter un gouvernement où ne figurent pas de radicaux. Peut-être se prépare-t-il tout bonnement à être ministre lui-même. Il y a assez longtemps qu'il en meurt d'envie.

Mais la prochaine fois qu'un « intérêt national » sera en jeu on verra de nouveau tous nos hommes politiques d'accord.

On aura de nouveau une « Union sacrée », une Union nationale où toute Concorde patriotique qu'il nous plaira d'imaginer.

Il se peut bien que Poincaré nous sauve encore plusieurs fois.

L'Italie a le duc Mussolini.

L'Allemagne a le maréchal Hindenburg.

La France a Raymond Poincaré.

Et ces trois noms à eux seuls suffiraient déjà à donner une riche idée de l'Europe de 1928, de cette Europe « libérée » de la façon et au prix que l'on sait.

Trois noms entre tant d'autres presque aussi symboliques.

Ils triomphent, les maîtres de l'ordre autoritaire, et avec eux, les intérêts dont ils sont les gardiens.

Pour toujours ? Pour longtemps ? Il serait peut-être téméraire de l'affirmer.

Nous ne devons pas exclure de nos hypothèses celle d'un redressement du prolétariat européen trop longtemps dupe et victime.

EPSILON.

Toujours la répression

Après Clotton, Laporte, ancien gérant du Libertaire, a été mis en état d'arrestation pour purger une peine de six mois d'emprisonnement prononcée il y a plusieurs années.

La « Justice », qui sait étouffer certaines affaires, n'oublie pas celles relatives à notre propagande.

C'est dans l'ordre ! Plus que jamais, à bas la répression !

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE 1928

à 20 h. 30 à « LA BELLEVILLOISE »

23, rue Boyer (Métro-Martin-Nadaud)

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

AU BÉNÉFICE DU "LIBERTAIRE"

Avec le concours assuré de :

Mmes REINE DERNYS, JANE MONTEIL (de la Muse Rouge) ; SIMONE FREGYL (de la Chanson de Paris).

MM. SIGRIST, COLADANT (de la Muse Rouge) ; FELIX GIBERT (de l'Odéon) ; du ténor SEPSE ; des poètes chansonniers : PIERRE SIMON-MEROP (de la Chanson de Paris) ; DOMINUS, LOUIS LOREAL, et

du poète berrichon JACQUES MARTEL (du Chat Noir).

de M. A. NANCY (des Concerts Parisiens)

et de Mlle Madeleine RAIHAL (du Trianon-Lyrique).

LES DEUX IVRESSES

pièce en 1 acte

de Gaston-Maxime GOUTE

interprétée par MM. FELIX GIBERT et PIERRE SIMON-MEROP

ENTRÉE : 4 FRANCS.

GRATUITE POUR LES ENFANTS.

On peut se procurer des cartes, 72, rue des Prairies.

Pour la vie de notre journal

Aux Membres de l'U.A.C.R.

A nos Lecteurs

Dans le dernier numéro du « Libertaire » nous donnions quelques explications sur notre situation financière en insistant sur la nécessité d'augmenter le nombre de nos abonnés pour nous maintenir solidement dans notre position actuelle.

Avons-nous raison d'espérer que notre appel sera entendu ?

Sommes-nous dans le vrai lorsque nous pensons que chaque militant doit compter parmi nos abonnés et faire autour de lui la propagande nécessaire pour recruter des abonnés nouveaux ?

Et c'est à vous d'abord, amis de l'U.A.C.R. que nous nous adressons. Avez-vous conscience d'avoir employé tous vos efforts pour soutenir votre journal ? Voici en tous cas l'occasion pour beaucoup d'entre vous de lui prouver votre attachement. Aucune raison ne doit prévaloir pour légitimer votre désintéressement sur cette question, c'est pourquoi vous aurez à cœur de répéter cette négligence envers l'organe qui représente le mouvement anarchiste communiste de ce pays.

Avec nous, vous serez d'accord pour penser qu'il faut que nous cessions de quémander chaque semaine les fonds nécessaires à la parution du numéro suivant, mais encore pour cela faut-il que nous puissions compter sur l'aide de tous pour empêcher que le « Libertaire » retombe dans l'existence végétative dont nous venons de faire la récente expérience.

En engageant cette campagne, nous avions songé un instant à donner une prime afin de favoriser le recrutement de nouveaux abonnés, cependant nous n'avons pas cru devoir nous attarder sur cette question, nous pensons que ce serait faire injure à nos amis que de les croire seulement capables de s'abonner pour cette raison.

Car c'est également parmi les lecteurs assidus de notre journal que nous voulons recruter nos abonnés et nous pouvons assurer qu'ils sont assez nombreux et possèdent le sentiment de solidarité à un degré assez élevé pour que nous ayons de bonnes et solides raisons de croire qu'ils nous répondront sans tarder.

Certains camarades craignent, souvent avec raison, que la réception du journal à domicile leur crée des ennuis ; nous tenons à les informer que nous leur expédierons s'ils le désirent le journal enveloppé, sans aucune marque apparente.

Point n'est besoin pour aujourd'hui d'insister outre mesure, ceux auxquels s'adresse cet appel auront certainement compris toute l'importance du service que nous leur demandons.

Ils savent que c'est d'eux, et d'eux seuls, que dépend le sort de notre journal, que, dans la lutte révolutionnaire, nos intérêts réciproques sont liés à celui supérieur d'une propagande toujours plus large, toujours plus intensive parmi les éternels déshérités.

C'est donc avec confiance dans le dévouement de chacun que nous mettons dès à présent en circulation des carnets d'abonnements, nous en avons déjà expédié un certain nombre en province, que ceux de nos camarades qui pensent pouvoir les utiliser n'hésitent pas à nous en faire la demande.

Que nos amis nous envoient également des adresses d'abonnés possibles à qui nous ferons le service gratuit pendant un certain temps. Rappelons pour mémoire le prix de nos abonnements qui par leur modicité sont à la portée de tous :

Un an : 22 francs.

Six mois : 11 francs.

Trois mois : 5 fr. 50.

L'administrateur : N. FAUCIER.

Pour le droit d'asile

SAUVONS MORELLI

Le Comité de Défense des Victimes du Fascisme nous fait parvenir la lettre suivante :

Nous prenons la liberté d'attirer votre attention sur la situation de Jean Morelli, actuellement détenu à la prison d'Aix-en-Provence.

Le Comité de Défense du Droit d'asile a déjà protesté contre la menace d'extradition qui pesait sur Morelli et nous croyons savoir que vous vous êtes même chargé de sa défense juridique.

La Chambre des Mises en Accusation d'Aix a fait droit à la requête italienne et aujourd'hui le sort de Morelli est entre les mains du Garde des Sceaux qui, seul, a pouvoir de refuser l'extradition demandée par le gouvernement fasciste.

Le Comité de Défense attache à l'affaire Morelli une très grosse importance. D'abord parce que cet ouvrier honnête, qui depuis sept ans vit en France sans avoir encouru le moindre reproche risque d'être livré à la « justice » fasciste qui l'a déjà condamné à la détention perpétuelle. Le livrer à Mussolini, c'est le livrer au bourreau. Et nous savons par trop d'expériences douloureuses le sort qui serait réservé à Morelli dans les prisons d'Italie soumises à l'odieuse régime de la « segregazione cellulare ».

Mais en dehors de la situation personnelle de Morelli, le jugement d'Aix, s'il était suivi par le Garde des Sceaux, enlèverait aux proscrits politiques, si nombreux en France, toute espèce de garantie contre l'arbitraire policier.

Les représentants les plus éminents du mouvement antifasciste, comme les milliers d'ouvriers révolutionnaires qui se sont réfugiés en France sont presque tous frappés de lourdes condamnations.

Désormais, le gouvernement italien, fort d'un précédent judiciaire, ne se ferait pas faute de réclamer l'extradition de tous ses adversaires politiques.

Vous considérez avec nous — nous en sommes persuadés — que l'affaire Morelli revêt, dans ces conditions, un caractère de gravité exceptionnelle.

Aussi nous permettons-nous de demander au Comité pour le Droit d'Asile d'élever sa protestation et d'agir auprès des pouvoirs publics, en vue de la libération de Jean Morelli.

Nous nous adressons au Ministre de la Justice aux différents groupes parlementaires qui nous paraissent susceptibles d'appuyer efficacement notre action en faveur de cette nouvelle victime du fascisme.

Nous espérons que notre appel sera entendu par le Comité de Défense du Droit d'Asile, et nous vous exprimons notre vive reconnaissance.

Non, jamais notre Comité de Défense du Droit d'Asile n'a été chargé de la défense de Morelli, nous connaissons l'affaire par les journaux — notre Libertaire a lui-même protesté — mais c'est tout et nul dossier particulier ne nous a été remis concernant le cas de ce malheureux réfugié politique.

Nous nous joignons de grand cœur au Comité de Défense des Victimes du Fascisme, et, avec lui, nous protestons contre la décision du tribunal d'Aix.

Comme le Gouvernement français n'est pas lié par la sentence du tribunal d'Aix, nous voulons croire qu'il n'extradera pas. Il ne peut pas extrader. Il ne peut pas se désoluer à ce point. Il ne peut pas envoyer à la mort ce réfugié politique qui vit sur le sol français depuis des années.

Notre Comité fait appel à toutes les personnalités qui, habituellement, se rangent sous sa bannière, et leur demande d'agir, d'agir vite en faveur de Morelli.

Morelli doit être sauvé. Morelli sera sauvé.

LE COMITÉ DE DÉFENSE DU DROIT D'ASILE.

La province doit aussi défendre les proscrits

Nous avons fait tirer un certain nombre d'affiches pour l'organisation en province de meetings contre l'expulsion administrative.

Ces affiches (format double-colombier) sur lesquelles on n'aura qu'à apposer le timbre et la bande annonçant le jour, le lieu de la réunion et les orateurs, seront laissées au prix de 0 fr. 60 chacune.

Un appel tout particulier est adressé aux camarades de Marseille, Bordeaux, Toulouse, Limoges, Lyon, Saint-Etienne, Le Havre, Lille, afin qu'ils organisent au plus tôt dans leur localité, une réunion sur ce sujet pressant.

Nous pourrions leur envoyer un orateur de Paris. Qu'ils nous écrivent donc dans le délai le plus bref.

LE C. D. D. A.

Les obsèques de Gourmelon

Solidarité pour sa femme et son enfant

Les obsèques de Gourmelon furent une larme à la magistrature bretonne. Toutes les organisations syndicales, bannières déployées, se trouvaient dans le cortège ainsi que des délégations de divers partis politiques. Près de deux mille personnes ont conduit — en protestation du crime commis — jusqu'au cimetière, la dépouille de notre malheureux camarade.

Regrettons que ces deux mille personnes n'aient point agi en faveur de l'innocent des les derniers jours de son emprisonnement. Il vivrait, aujourd'hui.

Et maintenant ? Maintenant, avouons, avec les camarades bretons, que nous sommes bien peu de chose dans les griffes des châtournés.

Gourmelon laisse une compagne et un enfant qui ont besoin d'être soutenus. Les amis de Brest s'emploieront de leur mieux dans cette œuvre de solidarité, mais il n'est pas sûr qu'ils y suffisent. Aidez-les donc et envoyez ce que vous pourrez à Tréguier Jean, Maison du Peuple, Brest.

Encore une violation du droit d'asile

Lazarevitch est expulsé

Nous publions ci-dessous les protestations des organisations syndicales, contre l'expulsion du notre camarade Lazarevitch. Le Libertaire s'associe de grand cœur à ces protestations.

Que Lazarevitch, nouvelle victime de l'odieuse expulsion administrative, trouve ici, au moment de nous quitter, la sympathie de tous les anarchistes-communistes groupés dans l'U. A. C. R. qui, devant la mesure qui le frappe, redoubleront d'efforts pour assurer le respect du droit d'asile.

L. U. A. C. R.

Continuant à fouler aux pieds le droit d'asile, le gouvernement français vient de notifier à notre camarade Nicolas Lazarevitch, un arrêté d'expulsion. Le 25 novembre, Lazarevitch devra avoir quitté le territoire français. Son crime ? Syndicaliste révolutionnaire, notre camarade n'a pas craint, malgré sa situation d'étranger, d'attaquer ici, comme en Russie, le capitalisme, quelle qu'en soit la forme. Ce crime-là n'est pardonné par aucun régime étatique, qu'il soit bolcheviste ou bourgeois.

La C. G. T. S. R., la première Union Régionale, la Fédération du Bâtiment, le S. U. B. n'ont pas besoin de présenter ici Lazarevitch aux ouvriers révolutionnaires de ce pays. Tous le connaissent de réputation ; beaucoup l'ont entendu, au cours de ses tournées à travers le pays. Ceux qui ont assisté à ses conférences se souviennent longtemps de son admirable simplicité, de l'étonnante clarté de ses exposés, si ordonnés, si nourris de faits, lorsqu'il narrait aux ouvriers français la situation de leurs malheureux frères russes, courbés sous la poigne des dictateurs bolchevistes et de leur Tcheka. Ils n'oublieront pas de si tôt ses foudroyantes répliques, appuyées par une documentation parfaite, lorsqu'il clouait littéralement ses contradicteurs communistes, dont la plupart ne faisaient que réciter, fort mal, des leçons apprises à l'Ecole de Bobigny.

Il faut pourtant que personne n'ignore que Lazarevitch, aujourd'hui expulsé de France, fut d'abord banni de son propre pays : la Russie Soviétique.

Là-bas, comme ici, notre camarade mena le bon combat pour la défense du syndicalisme révolutionnaire.

Bien sûr ardent de son idéal, il lutta sans répit contre l'écrasante dictature dite du prolétariat, au sein des usines. Chassé de partout, emprisonné pendant de longs mois, Lazarevitch fut finalement libéré et expulsé administrativement, c'est-à-dire banni du pays de la révolution « prolétarienne » !

Ce ne fut pas facilement que la Tcheka lâcha sa proie. Il fallut la protestation véhémement de toutes les organisations syndicales et libertaires, ainsi que l'intervention pressante d'hommes comme Romain Rolland, Han Ryner, Marcel Wullens, pour que Lazarevitch fut libéré.

Libre, il gagna la France, où il mena pour ses camarades opprimés l'admirable campagne que tous connaissent, campagne qui lui valut, avec les injures grossières des stipendiés de Moscou, les dénégations de l'« Humanité », qui n'hésita pas à le représenter comme un agent de la bourgeoisie et à réclamer ouvertement son expulsion.

La mesure prise aujourd'hui contre Lazarevitch est, certes, l'œuvre du gouvernement français, mais elle est aussi une

satisfaction n donnée au gouvernement russe.

L'un et l'autre peuvent être satisfaits de leur œuvre. Qu'elle soit leur honte. Nous ne nous abaisserons pas à demander au gouvernement français de rapporter la mesure qui frappe Lazarevitch, pas plus que nous ne demanderons au gouvernement russe de recevoir celui qu'il a banni.

Lazarevitch quitte la France la tête haute : c'est la tête haute qu'il rentrera en Russie lorsque ce malheureux pays aura, à nouveau, brisé ses chaînes.

Que Lazarevitch reçoive ici l'assurance que les syndicalistes révolutionnaires de France sont à ses côtés dans cette nouvelle épreuve. Qu'il sache bien qu'il laisse ici, avec des amitiés indéfectibles, le souvenir d'un militant probe, loyal et courageux, dont l'exemple sera souvent cité.

La C.G.T.S.R., la Fédération du Bâtiment, la première U.R., le S.U.B. de Paris l'assurent une dernière fois de leur solidarité et de leur attachement, avec la certitude de retrouver à leurs côtés, le jour venu, ce bon combattant révolutionnaire.

La Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire.

La Première Union Régionale.

La Fédération Nationale du Bâtiment. Le S.U.B. de Paris.

La Ligue Syndicaliste apprend que l'un de ses membres, Nicolas Lazarevitch, vient de recevoir de la Préfecture de Police l'ordre de quitter le territoire français.

De nationalité russe, notre camarade, qui fut, il y a deux ans, expulsé de Russie, se voit aujourd'hui chassé de France pour le seul crime d'être un militant dévoué de la classe ouvrière.

« Berceau du droit d'asile », la France républicaine n'est plus hospitalière que pour les spéculateurs internationaux.

La Ligue Syndicaliste dénonce à l'opinion la mesure prise contre Nicolas Lazarevitch. Elle y voit la suite de l'arbitraire sans bornes du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de Police. Le scandale de la chasse aux réfugiés ouvriers continue. Il serait temps de réagir avec vigueur contre les procédés d'Empire du gouvernement.

La Ligue Syndicaliste.

Une tare des temps modernes

LA PUBLICITÉ

gent leur œuvre les colonnes des journaux où ils publient leur prose et malgré que leur publicité grève notablement leur budget ils arrivent à gagner des payes de ministres.

Souvent ces charlatans traitent les médecins en ignorants et leur jettent l'injunctive non contents d'empêcher sur leur domaine, ils insultent les hommes de science. Quant aux crédules qui les écoutent combien auront été escroqués par ces charlatans contre lesquels il n'y a aucun recours !

La presse qui est la grande corruptrice de ce temps est le véhicule idéal de la publicité. Nous en sommes redevables à un journaliste, M. E. de Girardin — qui était loin d'être un paragon de vertu — Il en eut l'idée, afin d'atténuer ses frais et faire un journal à bon marché. Déjà Sainte-Beuve dénonçait la « littérature industrielle », il prévoyait le journalisme de 1928 et son influence au point de vue moral. Nous avons en effet évolué ; actuellement, il n'y a plus d'idée dans les grands journaux, la réclame l'a tuée.

S'agit-il de lancer un produit, une escroquerie d'envergure, vite ceux qui y sont intéressés arrosent la presse ; elle prépare l'opinion en recommandant judicieusement des placements de père de famille ; ainsi pour Panama, pour les emprunts russes, pour Rochette, pour les renards argentés, les porcheries nationales, les mines d'or dans la lune, etc., qui ne se souvient de la campagne anticommuniste de l'année dernière dans certain grand quotidien, financée par Sir Deterding, ce roi du pétrole. Dans les premiers cas la publicité s'attaque aux porte-monnaies des gens crédules, dans le dernier elle risque d'entraîner des peuples dans des conflits graves.

Encore cela n'est-il dans la presse que l'aspect le plus visible car il nous est à peine possible d'imaginer le rôle exact joué par la publicité et l'influence qu'elle exerce exactement sur toute la vie économique. Nous n'en percevons donc que les effets les plus grossiers. Seul le chef de la publicité du journal pourrait dire de quelle autorité il joutit puisqu'il en est le censeur véritable ; il indique les limites de la critique, ce qu'il importe de dire et ce que toujours il faut taire ; car, intéressé à la rentrée des fonds de publicité il doit veiller à satisfaire ceux qui paient qu'ils soient commerçants, gouvernements ou escrocs.

Vol et parasitisme voilà les effets de la publicité en général, avec elle c'est le triomphe de la camelote et l'étouffement systématique de la pensée. Occupés uniquement à vivre, les directeurs de journaux, de revues, font de leurs organes un catalogue ; pour toucher de grasses prébendes, ils mentent. Que leur importe l'éducation du peuple, leurs témoignages de vérité à l'égard de ceux qu'ils ont mission de renseigner ; une seule chose les intéresse : passer à la caisse.

Il serait vain de nous étonner de l'état actuel d'abaissement, tout y concourt ; l'homme de la rue n'a rien sous les yeux qui puisse l'élever, l'inciter à réfléchir ; c'est une des tristes constatations des temps présents ; et si l'heure vient d'en établir les responsabilités, la publicité sera au premier rang des organismes à détruire car dans une société bien faite le charlatanisme n'aura plus sa raison d'être.

BERNARD ANDRE.



MISE AU POINT

« Les anciens combattants veulent substituer à la génération gangrenée des politiciens d'avant-guerre, la génération belle et héroïque du Feu. » Tel est le leitmotiv de Bucard, Sandre et autres Germain. Ils sonnent le « ralliement » des poilus pour « se faire respecter et donner la place à laquelle ils ont droit ».

Certes, les pauvres types qui, au cours de la boucherie, furent écorchés, aveuglés, gazés, certes ceux-là ont droit à notre pitié. Ce sont des victimes du capitalisme et du bourrage de crânes. Ils ont été mutilés au service du coffre-fort, et lorsqu'ils demandent aux maîtres pour qui ils risquent leur peau des dédommagements de leur servitude, ils ont raison. Ceux pour qui ils furent amoindris physiquement doivent les indemniser. Mais ceux-là seuls.

Et quand les mutilés nous disent : « La Nation nous doit le respect », nous répondons : Halte-là ! Les riches, ceux qui possèdent vous doivent peut-être la rémunération de vos services, mais les travailleurs, eux, ne vous doivent rien. Et si nous voulons faire les comptes, nous pourrions presque prouver le contraire.

Quoi ! parce que, durant quatre ans, vous avez été de bons « surineurs » et que vous avez écopé en voulant zigouiller les autres, quoi ! parce que vous avez, dans l'exercice de l'assassinat légal, été dotés de quelques coups par ceux que vous vouliez envoyer ad patres, il faudrait que nous soyons béats d'admiration devant vous ? Ah ! mais non, par exemple !

Ceux qui ont droit à toute notre sympathie, voire à notre admiration, ce sont ceux qui refusèrent de servir d'apaches à gages aux capitalistes ; ceux qui, tel Paul Savignol, préférèrent la mort à la libération d'infamie ; ceux qui, alors que tous les humains transformés en chacals hurlaient à la mort, refusèrent de porter les armes, s'écroulèrent ou risquèrent la prison et le bagne en s'insoumettant à l'ordre de meurtre ou en désertant l'armée des assassins.

A ceux-là : déserteurs, insoumis, réfractaires de toute sorte à la guerre et au militarisme, à ceux-là va toute notre sympathie, tout notre respect.

Parce qu'ils surent être grands au moment où le reste de l'humanité sombrait dans la folie et se vautrait dans le sang.

Mais de vous, nous n'accepterons jamais ni leçon, ni ordre, ni conseil.

La « Génération du Feu » ? — Connais pas !

Quand on a trempé ses mains dans le sang, on ne s'en vante pas. On se lave les mains.

Et quand on a les mains propres — mais alors seulement — on a le droit de parler, non pas pour glorifier mais pour condamner la guerre et tous les soudards dont nous fûtes les piteuses victimes.

Car à ceux qui valent les « héros » de la guerre, il y a quinze millions de morts qui crient : « Vos gueules ! »

ARISTOBOLE.



MISE AU POINT

« Les anciens combattants veulent substituer à la génération gangrenée des politiciens d'avant-guerre, la génération belle et héroïque du Feu. » Tel est le leitmotiv de Bucard, Sandre et autres Germain. Ils sonnent le « ralliement » des poilus pour « se faire respecter et donner la place à laquelle ils ont droit ».

Certes, les pauvres types qui, au cours de la boucherie, furent écorchés, aveuglés, gazés, certes ceux-là ont droit à notre pitié. Ce sont des victimes du capitalisme et du bourrage de crânes. Ils ont été mutilés au service du coffre-fort, et lorsqu'ils demandent aux maîtres pour qui ils risquent leur peau des dédommagements de leur servitude, ils ont raison. Ceux pour qui ils furent amoindris physiquement doivent les indemniser. Mais ceux-là seuls.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

L'illégalisme...

Ici, au *Libertaire*, nous ne voulons pas aux gémonies les « illégaux ». Mais nous ne les portons pas non plus au pinacle. Nous n'attribuons à leurs actes aucune autre valeur que celle qu'ils renferment, c'est-à-dire absolument nulle au point de vue social, et bien aléatoire — pour ne pas dire plus — quant à leurs résultats au point de vue individuel.

Malheureusement, notre appréciation, nous le savons, n'est pas partagée par tous les milieux anarchistes, et certains de ceux-ci ont même une propension assez marquée à vouloir identifier anarchisme et illégalisme. Vieille survivance d'une époque où l'illégalisme était le dernier cri de la mode anarchiste !

Quoi qu'il en soit, toute une génération d'anarchistes a subi l'influence des militants qui ont prôné l'illégalisme et parfois tenté de l'incorporer à l'anarchisme, et de cette influence sont restées des traces sur les générations suivantes. Sans doute l'illégalisme — et nous nous en félicitons — n'est-il plus comme naguère le pivot de toute une activité... anarchiste. Les déceptions qu'il a provoquées chez ceux qui avaient vu en lui une panacée et une libération, les ravages terribles qu'il a exercés dans les rangs anarchistes y sont certainement pour quelque chose. Peut-être aussi s'est-on rendu compte qu'il n'avait que de très lointains rapports avec la propagande spécifiquement anarchiste et qu'en tout cas, loin de fortifier celle-ci, il l'avait desservi incontestablement. Pour notre part, nous considérons que la perte d'influence des idées anarchistes sur le mouvement social, le début même de la décadence du mouvement anarchiste datent du moment où l'illégalisme y fut introduit.

Pour ne plus jouer dans nos milieux de la faveur qui fut la sienne, l'illégalisme n'en a pas moins conservé quelque prestige et, en tout état de cause, il a laissé subsister un état d'esprit tout à fait symptomatique. De cet état d'esprit, *L'Anarchie*, par la plume de Louis Louvet, nous offre un exemple typique :

Les journaux, dit-il, ont mené grand bruit autour d'un drame, qui s'est déroulé à Cologne le mois dernier.

Or, ce drame : — la mise à mort, après diverses péripéties, de deux « illégaux » par les policiers lancés à leur poursuite — n'a pas du faire tellement grand bruit dans les journaux, car, bien que nous lisions les journaux par nécessité, nous avouons qu'il nous a totalement échappé, et c'est la lecture de *L'Anarchie* qui nous l'apprend. Nous notons le fait au passage uniquement pour illustrer notre appréciation que chez certains anarchistes, un fait quelconque d'illégalisme se produisant dans des circonstances quelque peu mouvementées, prend les proportions d'un « drame » autour duquel les journaux mènent grand bruit, alors qu'il passe inaperçu à d'autres. Nous sommes là en présence d'une sorte de suggestion, de mirage, qui dénote une psychologie particulière.

Et c'est de cette psychologie spéciale que découlent les commentaires habituels qui suivent ces sortes de narrations admiratives : argent confié aux banques que font « circuler » les illégalistes, et qui ne fait, en réalité, que « circuler » des coffres-forts de celles-là aux poches de ceux-ci ; refus de se faire exploiter par un patron, comme la majorité des gueux ; ne pas tendre docilement le dos à la vindicte d'un contre-maître ; avoir droit à la vie comme tout le monde, etc.

Mais, demande Louvet, que peuvent penser de cela des anarchistes ?

Le drame de Cologne, *déclare-t-il*, est un épisode de la grande lutte qui met aux prises partisans et contempteurs de la propriété. Ceux qui, consciemment ou non, entrent en lutte par le fait contre le principe de « propriété » dénoncé par tous les théoriciens de l'anarchisme, ont toutes leurs sympathies.

Voire, camarade ! Ces prétendus contempteurs de la propriété ne sont en effet, le plus souvent, que les contempteurs de la propriété des autres. Que leurs entreprises soient couronnées de succès, qu'ils réussissent à « déplacer » la propriété à leur profit, qu'ils deviennent, de ce fait, les « propriétaires », légaux ou illégaux, d'un bien ou d'une richesse quelconque, et vous verrez qu'à ce moment ils cesseront d'être les « contempteurs » de la propriété. Alors ? Quoi de commun avec l'anarchisme, qui se fixe pour mission l'abolition totale de la propriété ? Et, quoi qu'en dise Louvet, le peuple ne comprend ni les « illégaux », ni les anarchistes qui les approuvent. Le peuple n'est pas dupe ; il est victime. Il sait que les « expropriateurs » illégaux, tout comme les propriétaires, les bourgeois et les patrons vivent en fait du fruit de son travail, que si ceux-ci sont les responsables « de la misère et de la faim qui hantent les rues populaires », ceux-là en sont, au même titre, les exploités, puisqu'en « expropriant » les premiers ils ne le font qu'à leur seul avantage sans nullement songer à restituer les richesses « déplacées » à leurs véritables destinataires : les travailleurs, seuls producteurs de ces richesses.

Et si le peuple a compris Cartouche et Mandrin, leur a témoigné sa sympathie agissante en les aidant à se soustraire à la police, c'est parce que Mandrin et Cartouche « restituaient », eux, à leurs légitimes propriétaires les richesses que leur avaient illégalement volées les puissants et les maîtres.

N'en déplaise à quiconque, la sympathie des anarchistes que nous sommes ne saurait aller aux « illégaux » que nous dépeint Louvet et, à son encontre, nous les haïssons en souhaitant que leurs possibles imitateurs déploient pour des fins plus hautes, plus judicieusement et plus idéalement, leur « fantastique énergie ».

...et l'arbre anarchiste

Avoir présenté l'illégalisme comme un aspect de la « grande lutte » qui met aux prises partisans et adversaires de la propriété, en avoir fait une plate-forme d'action, voilà ce qui a, plus que toute autre considération, dressé l'un contre l'autre les deux principaux courants de l'anarchisme :

individualisme et communisme, alors que l'un et l'autre devraient, au contraire, se compléter harmonieusement, parce qu'ils sont en réalité, le premier la revendication spirituelle, le second la revendication économique de la théorie anarchiste.

Des luttes épiques ont jeté les uns contre les autres les tenants des deux points de vue. Des dissensions profondes en ont résulté et, pour être moins aiguës qu'à une certaine époque, elles n'ont pas encore disparu. On peut espérer, toutefois, qu'elles sont suffisamment atténuées pour qu'il soit aujourd'hui loisible d'en discuter en toute objectivité. Au reste l'expérience a montré, d'une façon déplorable, hélas ! qu'il ne fallait attendre de l'illégalisme, ni pour les individus, ni pour les idées, aucune solution, ni même aucun pas en avant dans le domaine des réalisations anarchistes.

Puisque incidemment *L'Anarchie* a remis en question cette irritante question de l'illégalisme et que nous-mêmes n'y répondons qu'incidemment, nous pensons bien qu'il faudra que le problème soit traité plus à fond, voire résolu une fois pour toutes. Il le faudrait réellement, car justement, dans la même *Anarchie*, le camarade Elie Angonin poursuit son étude sur le rapprochement des différentes tendances de l'anarchisme dont nous avons déjà parlé, et il présente ainsi l'aspect schématisé du milieu anarchiste d'où serait bannie « la lutte entre membres de la même espèce » :

... Un arbre aux racines souterraines qui pousse dans la vie expérimentale la sève féconde qui donne au tronc, aux branches et aux feuilles la vitalité, la force et la santé. Un tronc principal, trait d'union, avec les filoraisons extrêmes de la souche qui reste la matrice génératrice des efforts futurs.

Des branches diverses, grandes et petites, sveltes ou rabougries, qui expriment autant de danses que la diversité de la vie elle-même, mais un ensemble harmonieusement beau, superbement irisé, adroitement bonifié, où les plus proches composent et s'enchevêtrent alors que les contraires s'opposent et s'éloignent.

... Anarchistes, l'arbre ne supporte pas de mutilations trop atteintes au particulier se reporte sur le général ; qu'il soit petit, moyen ou grand, qu'il dépérisse, végale ou grandisse : l'arbre doit garder son aspect et son esthétique naturels, sans quoi il ne serait qu'un monstre difforme impropre à la joie des sens.

Le tableau, finement brossé, est idyllique et enchanteur. Gardons-nous d'y ajouter la moindre touche. Tel quel, il nous séduit volontiers, et il serait vraiment désirable que, sans chercher à se nuire ou à s'amoindrir, les anarchistes de toutes tendances, sans se confondre, si leurs tempéraments, leurs goûts ou leurs méthodes se heurtent, marchent sur des voies parallèles vers leur but commun : l'abolition de l'autorité sous toutes ses formes. N'empêche qu'une sérieuse mise au point des conceptions idéologiques et des tactiques sera auparavant nécessaire. Peut-être y a-t-il, chez les uns et chez les autres, bien des aperçus grégaires, bien des méthodes périmées à bannir de nos façons de penser et d'agir. En tout cas, à notre avis, pour rendre possible le rapprochement désiré, il faudra dire tout d'abord, si l'illégalisme, cause avouée et certaine des dissensions d'antan et motif innové mais non moins certain des désaccords présents, continuera d'être considéré par certains comme une branche de l'arbre anarchiste.

Quant à nous, nous déclarons sans plus attendre que la greffe de l'illégalisme est bête sur l'arbre anarchiste et que nous nous refusons à lui reconnaître même le titre de rameau.

LE LISEUR.

SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

L'organe d'opposition communiste *Contre la Courant* publie, dans un numéro triple, trois documents récents et inédits de Trotsky : La crise de l'Internationale ; Le plénum de juillet et le danger de droite ; Quelques remarques provisoires sur le VI^e congrès de l'I. C. Une étude de Maurice Paz sur l'élection présidentielle des Etats-Unis. Un extrait du nouveau livre de pion Sinclair : *Boston*, relatant le martyre de Sacco et Vanzetti. Un article de Deffosse ; Ou en est la question de l'unité syndicale ? sur lequel nous reviendrons. A signaler également une lettre ouverte de la Ligue des étudiants rouges de Prague à Henri Barbusse et à Maxime Gorki leur demandant d'intervenir auprès du gouvernement bolchevik pour sauver Trotsky. A noter que dans leur conclusion, les étudiants de Prague interviennent, en même temps que pour Trotsky, pour « les milliers de révolutionnaires déportés ». On aimerait, tout de même, que *Contre la Courant*, ainsi que les autres publications d'opposition communiste, prit une position plus catégorique encore en faveur de tous les révolutionnaires de toutes tendances victimes de la répression rouge.

Rien d'autre à signaler, dans *La Voix Libertaire*, exception faite de l'article sur l'unité anarchiste dont nous avons parlé l'autre semaine, qu'un éditorial sur la grève du Nord.

Au sommaire du dernier numéro de *L'En-dehors*, un bel article d'Alexandre Berkman, traduit de *The Road to Freedom* : L'échec de la compromission. Une étude à suivre de M. Acharya : De la pudeur et de la nudité. Les points de vue de E. Armand, qui voudraient plutôt être des points accrés contre les anarchistes... contre certaine catégorie d'anarchistes tardigrades et réactionnaires, à laquelle, bien entendu, il n'appartient pas. Le début d'une pièce en trois actes, du même, *Les Loups dans la Ville*. Une substantielle étude, signée Lixgrec, sur Tolstoï.

Le *Semeur* du 7 novembre, dont nous avons discuté la semaine dernière l'étude sur l'anarchie et le communisme autoritaire, contient, en outre, un bel article de A. Barbé sur la responsabilité individuelle, inspiré par le récent et fondement d'immeuble à Vincennes.

Le dernier exemplaire des *Cahiers des Droits de l'Homme* est consacré à l'histoire de la Révolution française et du dantonisme, le professeur A. Aulard qui vient de mourir. Reproduction des discours de MM. Victor Basch, Edouard Herriot, etc., et articles de MM. Ferdinand Buisson, Henri Guernut, A. Milhaud, etc.

Bon article de propagande de notre ami G. Bastien, dans *Germinet*, à propos de la récente crise ministérielle.

Un service à nous rendre

« Le *Libertaire* » cherche d'urgence un local de préférence près d'une station de métro et à loyer modéré, se mettre en rapport avec N. Faucier au « *Libertaire* ».

“L'Histoire du Mouvement Ouvrier Espagnol” et la crise idéologique du Syndicalisme Français

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'un travail critique de l'ouvrage du camarade Buenacasa. Mon intention tend vers une étude plus pratique et plus profitable que celle, simplement artistique, d'ordre bibliographique.

Il serait nécessaire et d'une grande utilité que des camarades ou des organisations qualifiées se chargent de traduire et de faire éditer cet ouvrage éminemment intéressant et instructif.

Le mouvement ouvrier espagnol est vaguement connu. Il est plus spécialement connu par le bruit que l'on fait autour de lui, mais qui n'est pas de qualité à pouvoir le rendre assez compréhensible. Nous pouvons donc affirmer qu'il est mal connu. D'abord, parce que ceux qui auraient intérêt à le divulguer, se sont contentés d'en parler de façon trop superficielle. D'autre part, nous avons constaté la campagne de dénigrement réalisée par les adversaires de tendance contre la C. N. T. qui savent exploiter les erreurs commises par cette organisation, afin de la désavouer aux yeux du prolétariat français, la présentant comme la responsable de l'avènement de la dictature en Espagne.

Le grand mouvement ouvrier espagnol, gagnerait beaucoup, en sympathies ; si l'on traduisait le volume du camarade Buenacasa. Il servirait, aussi, à éclairer un peu la lanterne de ceux qui cherchent un remède à la crise idéologique que subit actuellement le mouvement syndicaliste français.

Je parle de crise du syndicalisme et je devrais dire crise de l'anarchisme. Les camarades qui ne l'ont pas compris aisément que ces deux questions — étant donné le cas qui nous occupe — sont inséparables, se confondent même.

Nous ne saurions nier que pour propager l'anarchisme, nous devons, surtout, essayer d'approcher les masses ouvrières afin de leur inculquer les premières notions de notre bel idéal. Si nous en croyions l'histoire du mouvement anarchiste, nous trouverions que les militants clairvoyants voulaient créer les organisations ouvrières pensant s'en servir comme moyen de propagation et d'éducation idéologique. C'est cela, je crois, la théorie de « le syndicalisme est un moyen dont l'anarchisme est le but ». Cette théorie initiale qui stimulait les premiers hommes de l'anarchisme, perdit peu à peu sa valeur ou son sens réel, jusqu'à l'heure actuelle où nous ne la trouvons que faiblement exposée dans les groupements ou feuilles nettement libertaires.

Les anarchistes, poussés par je ne sais quel illogisme, sont arrivés à s'interdire la propagation de leur idéal dans les syndicats. Il n'est donc point étonnant qu'à l'heure actuelle, où le monde du travail se trouve en pleine décomposition, nombre de camarades se posent cette grave question : « Quelles sont les causes de la crise du syndicalisme ? »

Pour les trouver, il est indispensable de se débarrasser de la partialité que crée la passion des antagonismes doctrinaires. Il faut chercher, non seulement dans les milieux opposés aux nôtres, mais aussi, faire un effort d'impartialité courageuse et scruter notre champ d'affinité pour voir si chez nous, pour des raisons multiples, nous n'avons pas participé à la création des causes principales ou à leur consolidation.

Il est par trop téméraire, à moins de vouloir paraître ridicule, d'affirmer aveuglément, par parti pris, que toutes les fautes sont commises par les autres. En avançant nos erreurs nous y gagnerons d'autant plus que nous aurons la possibilité de corriger, s'il y a lieu, les méthodes que nous avons employées et qui ont donné un résultat tout différent de celui que nous escomptions.

Au Congrès syndicaliste d'Amiens, pour enlever toute tentative d'infiltration de la part des partis politiques, on adopta la fameuse Charte dont j'extrait le principal passage qui indique l'attitude que les militants doivent adopter dans les syndicats :

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat, les opinions qu'il professe à l'extérieur ».

Avec cette affirmation d'indépendance absolue, on croyait chasser peu à peu le fantôme que représentait la politique. Cependant, les politiciens devinrent les maîtres de la C. G. T.

A la création de la C. G. T. U., à Paris, on réussit à faire adopter les principes d'Amiens, ce qui n'empêcha pas que les politiciens du parti communiste réussissent à s'introniser en maîtres absolus de la C. G. T. U. ce qui fut encore confirmé à Bourges 1923. Dégoûtés de cette mainmise, une fraction d'anarchistes et de syndicalistes purs crurent bien faire en accouchant d'une C. G. T. S. R. en introduisant également la grandiose Charte d'Amiens.

A quoi a-t-elle servi, la Charte d'Amiens ? Tandis que les anarchistes et syndicalistes respectaient la lettre et l'esprit du texte, en s'interdisant de développer dans les organisations syndicales les idées qu'ils professaient à l'extérieur, les politiciens eux-mêmes, d'abord en coulisse et ouvertement ensuite — surtout lorsque leur influence s'accroissait — afin de conquérir les masses dans lesquelles ils ne pouvaient pas se développer. Par contre, les anarchistes, malgré tant de votes « chartamiens », ne possèdent aucun organisme syndical où ils puissent franchement proclamer, à haute voix, leur idéologie.

Ainsi la charte d'Amiens a été un obstacle pour le développement de l'anarchisme. C'est la graine de stérilité jetée sur le champ d'évolution qu'est le syndicalisme.

Je crois comprendre les raisons qui ont poussé les anarchistes au respect de la charte d'Amiens. Ils voulaient se ménager les sympathies des syndicalistes purs dont ils pensaient faire des adeptes.

A TRAVERS LE MONDE

ITALIE

Le Fascisme Italien aux Etats-Unis d'Amérique

Le fascisme italien ne s'est pas contenté d'assaillir le prolétariat à l'intérieur de ses frontières : dès le début, dès la marche sur Rome, il fit tout son possible pour mettre sous son contrôle des millions d'italiens vivant à l'étranger.

Le cadre d'un article ne suffit pas pour tracer l'histoire de la lutte des italiens vivant à l'étranger contre le fascisme et, en particulier, l'histoire de la lutte des italiens vivant aux Etats-Unis, où le gouvernement italien a toujours intérêt à exercer un contrôle sévère sur les colonies d'émigration italienne.

Si les gouvernements italiens des temps passés voyaient les émigrés italiens se soumettre sans protester à ce contrôle, le gouvernement de Mussolini, par contre, s'est heurté à la plus grande résistance, à une hostilité ouverte.

C'est pourquoi le fascisme a essayé tous les moyens pour vaincre cette résistance.

La lutte à main armée

Lorsque le gouvernement fasciste comprit qu'en dépit de tous les efforts de sa presse et de ses consuls, il n'aboutirait pas, à son but, il se décida à passer à l'offensive. Le secrétaire des faïsses à l'étranger a envoyé en Amérique quelques centaines de fascistes (comme touristes) appartenant aux troupes d'assaut fascistes, les fameux « Disparati ».

Dès leur arrivée à New-York, ces fascistes furent répartis dans les villes où existent d'importantes colonies italiennes. En trois mois, 23 bagarres éclatèrent. Partout où les fascistes provoquèrent les ouvriers, la masse italienne indignée leur montra qu'elle n'était nullement disposée à se laisser terroriser.

Au cours de ces escarmouches, les locaux de deux journaux antifascistes et d'une société éducative furent saccagés à New-York. Les antifascistes ripostèrent en incendiant les locaux de deux sections fascistes.

Lors de ces luttes, les autorités américaines protégèrent les fascistes et poursuivirent nos camarades. Le 16 août 1926, les fascistes tentèrent un coup de force ayant pour but de priver la *Ligue Antifasciste* de ses chefs. Ils réussirent à s'assurer à Harlem, un quartier de New-York peuplé d'un grand nombre d'italiens, le concours de l'organisation italienne, « Maffia ». Trois membres de la « Maffia » avaient reçu le mandat d'assassiner les chefs de la Ligue Antifasciste de l'Amérique du Nord moyennant 4.000 dollars. La section antifasciste de Harlem avait convoqué une réunion monstre antifasciste pour le 16 août au soir, en plein air. 800 personnes environ étaient présentes.

A peine le premier orateur avait-il fini de parler qu'une explosion épouvantable se fit entendre. On voyait, à trois cents mètres de la tribune, une automobile en flammes et deux cadavres affreusement mutilés. Une bombe avait éclaté dans les mains des fascistes et les avait tués. Il y eut 14 blessés.

Malgré les protestations de toute la presse, les autorités se refusèrent d'ouvrir une enquête.

A Elizabeth (New-Jersey), les fascistes tuèrent un camarade, A. Port-Chester, ils firent irruption dans une réunion antifasciste et menacèrent de mort les orateurs. Treize fascistes furent transportés à l'hôpital, grièvement blessés.

Le 3 juin 1927, les fascistes voulurent prendre part à une manifestation américaine, dans l'uniforme fasciste, les chemises noires. Deux d'entre eux furent tués. Les camarades Greco et Carillo furent arrêtés peu après et accusés d'avoir tué ces deux fascistes. Mais, grâce à la vigoureuse campagne menée par l'*Inter-Labor*

Defence ils furent acquittés et remis en liberté.

Nous pouvons citer des centaines d'épisodes analogues. Malgré tous ses efforts pour terroriser les colonies italiennes, le fascisme n'atteignit non seulement pas son but, mais subit encore des pertes.

Le service d'espionnage et de dénonciation

Le Gouvernement italien ne s'avoua pas vaincu. La Ligue Antifasciste de l'Amérique du Nord déclancha, aux Etats-Unis, un mouvement de boycottage des marchandes et des banques italiennes, et des milliers d'italiens retirèrent leur argent des banques italiennes, d'autres retirèrent leurs économies placées dans les caisses d'épargne en Italie même. Ce mouvement inquiéta fortement la presse italienne.

Le Comité central de la Ligue fasciste aux Etats-Unis acheta quelques agences privées d'espionnage, car il s'agissait d'exterminer ce mouvement antifasciste dont les meilleures forces se composaient de milliers de proscrits italiens, débarqués secrètement aux Etats-Unis.

Avec l'aide des consuls italiens et du département d'Etat à Washington, les agences privées réussirent à faire arrêter des dizaines de réfugiés qui furent ensuite extradés en Italie, malgré les manifestations de protestations monstres du prolétariat américain. Depuis, nous sommes sans nouvelles sur leur sort et nous avons tout lieu de croire, qu'aussitôt arrivés en Italie, ils furent assassinés.

En même temps, Mussolini priva de leur qualité de citoyens quelques chefs de la Ligue antifasciste et déclara que le Gouvernement confisquerait les biens et l'argent se trouvant en Italie et appartenant aux antifascistes vivant aux Etats-Unis. Mais en dépit de cette menace qui fit une grande impression sur les nombreux italiens habitant depuis longtemps les Etats-Unis et qui avaient placé leurs économies en Italie, le mouvement antifasciste prit le dessus.

Le commandant Foschi, venu à New-York pour diriger une expédition punitive, déclara de plus que les fascistes italiens se vengeraient sur les familles des émigrés vivant encore en Italie. Et, en effet, la femme d'un antifasciste, à Naples, fut placée sous la haute surveillance à cause de l'activité antifasciste de son mari à l'étranger.

Missions

Aussi bien avant que pendant la guerre mondiale les différents gouvernements italiens envoyaient continuellement des missions aux Etats-Unis, auxquelles les colonies italiennes faisaient une réception plus ou moins enthousiaste. Le gouvernement fasciste voulait suivre cette « coutume ». Il envoya des missions parlementaires. Mais ces missions ne purent débarquer à New-York et elles durent se faire escorter par la police de crainte d'être lynchées par les italiens antifascistes.

Locatelli, l'aviateur fasciste, fut frappé à coups de canne. Noble ne put parler dans aucune réunion. De Pinedo fut blessé. Les colonies italiennes ne voyaient pas en Noble l'homme qui participait à la conquête du Pôle Nord, mais le fasciste, l'ami de Mussolini.

Dans ces luttes entre les émigrés italiens et les fascistes aux Etats-Unis, les autorités américaines protégèrent les fascistes. Ceux-ci prouvent leur reconnaissance au capital américain en dénonçant les agitateurs, en faisant un travail de briseurs de grèves au cours des différents conflits économiques. Pendant ces six années de luttes quotidiennes, les colonies italiennes en Amérique ont montré une ténacité et une haine inouïes contre le fascisme. Elles se sont enfin réveillées et ont secoué l'apathie avec laquelle elles subissaient le contrôle de la camarilla et des consuls. Elles se sont ralliées au peuple italien dans sa lutte contre le régime d'oppression.

Enca SORMENTI.

Je pose nettement la question : Croyez-vous au syndicalisme pur ?

On me répondra : « Mais le syndicalisme pur poursuit la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette déclaration renferme un programme d'avenir ; ce programme c'est l'idéal de transformation sociale ». Or, si les syndicalistes so-disant purs veulent transformer la Société, ils doivent choisir entre deux principes : Liberté ou Autorité. L'un appartient aux anarchistes, l'autre aux socialistes ou communistes d'Etat. Il ne peut y avoir de milieu ; il est insensé de perdre son temps en nageant dans la confusion. Les syndicalistes purs prétendent que l'influence des anarchistes est aussi néfaste que celle des politiciens. Il y a en a beaucoup qui le disent ; il y en a trop qui le pensent, et, dans cette conjonction, les anarchistes doivent en sortir diminués, sacrifiés même. Ces derniers auraient dû, quitte à sacrifier des amitiés douteuses, se situer dès le début en affrontant la lutte d'idées et, même battus, ils auraient fait plus de propagande pour celles-ci qu'en sortant victorieux dans une posture d'obscurantisme.

Les camarades d'Espagne ont agi tout autrement. Depuis leur Fédération Régionale Espagnole, Section de l'Internationale — jusqu'à la C. N. T., ils n'ont jamais cessé de proclamer et d'affirmer que la finalité de ces organismes était l'instauration du communisme libertaire. Dans ces conditions point de doute possible, les masses qui allaient vers ces organismes étaient bien averties du but idéologique que leur organisation poursuivait. A chaque fois qu'un vent de syndicalisme pur se dessinait à l'horizon, les militants se chargeaient de l'anéantir.

Rien d'étonnant, donc, que les mouvements ouvriers en Espagne aient presque toujours pris une allure révolutionnaire et nous pourrions ajouter que les mouvements de grève ont été, sinon plus nombreux, du moins plus importants dans le domaine de la solidarité et de la protestation, que dans celui des revendications d'ordre économique. Ceci est dû à ce que le prolétariat organisé d'Espagne était, plus ou moins consciemment, poussé par un esprit plus élevé que celui que nous connaissons en France depuis quelques années et

qui, sauf rares exceptions, n'est qu'esprit égoïste.

Voici exposée en toute sincérité et bonne foi, une opinion d'un humble militant qui pense que les vérités doivent être exposées avec précision, surtout lorsqu'elles peuvent servir à orienter les camarades qui se débattent dans l'incertitude.

L'histoire du mouvement ouvrier Espagnol, racontée par Buenacasa, peut servir d'exemple à ceux qui pleurent devant la constatation décourageante du spectacle donné par la crise idéologique du syndicalisme français, dont la répercussion s'est grandement fait sentir au sein du mouvement anarchiste, véritable idéal de rédemption sociale.

ARMAND GAULE.

NARBONNE

A propos d'élections. — Les élections cantonales ont amené une violente polémique, mettant aux prises un membre actif du parti socialiste et un candidat socialiste indépendant ?

Nous ne prendrons pas ici parti pour l'un ou l'autre des antagonistes, leurs querelles ne nous regardent pas, mais il nous plaît de constater, qu'une fois de plus, on beau fouiller dans toute la débauche d'articles s'élevant devant les yeux du public amusé, nous n'y avons trouvé que quelques vérités noyées dans un flot d'injures, d'insinuations, mais rien qui ait trait à expliquer au peuple la doctrine socialiste et encore moins un appel à la lutte de classes.

Sur quoi donc se baserait le socialisme électoral ?

Cela illustre bien le programme et le rôle des partis politiques, dont la plus grande activité consiste à essayer de s'emparer du pouvoir et à s'y maintenir par tous les moyens. Est-ce que les anarchistes ne vont pas bientôt faire entendre leur voix : il serait temps de se ressaisir ! Amis lecteurs, n'attendez pas que d'autres fassent votre besogne, les organisations syndicales, de solidarité et d'éducation ouvrière, le groupe libertaire sollicitent vos efforts et votre énergie.

Sachez les impulser et les aider en leur apportant votre enthousiasme et votre bonne volonté.

C'est à ce prix seulement, que nous arriverons à démasquer les endormeurs de la politique et à montrer au peuple le chemin de son émancipation.

Le Groupe Libertaire « Elisée Reclus ».

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

SEANCE DU 19 NOVEMBRE

Notre ami Martin étant toujours en prison, risquant d'y demeurer longtemps encore de par la seule volonté de l'évêque de Sees, l'Union Anarchiste, en accord avec le Comité de Défense du Droit d'Asile, a décidé d'organiser dans le but de cette évocation une manifestation de première importance, et cela le plus tôt possible — dès que les moyens financiers lui feront moins défaut.

La Commission administrative enregistre avec peine le refus du groupe les « Amis de Sébastien Faure » concernant sa proposition, celle qui consistait à faire participer Mackhno à la même solidarité que S. Faure.

Sans être partisans de la Synthèse, nous aurions été heureux qu'il proposât de solidarité une union puisse se faire. On ne l'a pas voulu. Regrettons-le et envisageons les moyens susceptibles de faire vivre Mackhno décemment.

La C. A. se réunira le lundi 3 décembre, à 20 heures.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION PARIS-BANLIEUE

L'assemblée générale de la Fédération a eu lieu samedi dernier.

Les militants présents ont décidé de participer, d'une manière plus effective à la campagne entreprise dans le « Libéraire » par le Comité du Droit d'Asile.

A cet effet, des meetings ont été envisagés dans les localités suivantes : Boulogne, Billancourt, Saint-Denis, Bezons, Franconville, Asnières, Pantin, Aubervilliers, Bobigny, Montreuil, Ivry etc.

Les militants présents après avoir entendu le rapport moral et financier ont pris l'engagement de réclamer de la part de leur groupe, une représentation plus effective au Comité d'Initiative de la Fédération et une aide matérielle régulière.

A la demande des intéressés et en accord avec l'U.A.C., une nouvelle Commission de contrôle a été nommée. Elle aura pour tâche de vérifier régulièrement « Le Libéraire » et les œuvres de propagande.

Ont été désignés : J. Fontan, H. Girardin et Kookeloren.

Comité d'Initiative de la Section Paris-Banlieue. — Réunion samedi 21 novembre à 20 h. 30, local habituel, 72, rue des Prairies.

Ordre du jour : La campagne du Droit d'asile et l'activité des Groupes.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Réunion tous les mardis, à 20 h. 30, 10, rue de l'Arbalète (15^e).

Mardi prochain 27 novembre, organisation de nos conférences et meetings pour le droit d'asile. Présence indispensable de tous.

Groupe Anarchiste des 10^e, 19^e et 20^e. — Permanence, jeudi 22 novembre de 21 à 22 heures, café de l'U.D.C., rue Sambre-et-Meuse ; organisation de nos réunions publiques.

Tous les camarades sont priés d'être présents.

Groupe du 15^e. — Réunion vendredi 23, à 20 h. 30, 53, rue Mademoiselle.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion vendredi 23 novembre à 20 h. 30 au local habituel.

En raison de l'ordre du jour très important, présence indispensable de tous.

Organisation du meeting contre les expulsions administratives.

Regu des camarades Durand, 20 fr.; Louis, 5 fr.; Breton, 1 fr. Merci à tous ces camarades qui, bien qu'éloignés du groupe pensent à la propagande.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion samedi 24 novembre, à 21 heures, chez Coulon, 11, rue de Paris. Organisation du meeting pour Vial et contre les expulsions administratives.

Groupe Intercommunal Vincennes-St-Mandé-Montreuil-Fontenay. — Réunion le vendredi 23 novembre, à 8 h. 30, salle de la coopérative, 11, rue des Laitières.

A l'ordre du jour : la recherche d'un lieu et d'un local pour le cercle d'études sociales et du groupe libertaire ; 2^e campagne Vial ; 3^e campagne droit d'asile ; 4^e compte rendu financier.

Encore et toujours, que les camarades ne se contentent pas de critiquer, qu'ils apportent des initiatives, qu'ils militent réellement, et sortent du cadre des sympathisants. Donc que tous soient présents à cette réunion afin que nous sachions sur qui compter.

PROVINCE

NARBONNE. — Groupe Elisée Reclus. — Le groupe se réunit régulièrement toutes les semaines, un appel est fait à tous les camarades, sympathisants et lecteurs du « Libéraire ».

Pour se joindre à nous, l'organisation prochaine d'un meeting pour le respect du droit d'asile et pour la libération de Vial sollicitent les efforts de tous les amis. Que les camarades ne pouvant militer activement n'oublient pas de nous aider.

Pour adhésions, versements, etc., s'adresser à Pastouil.

Fédération C. L. du Languedoc. — Le camarade Vidal de Perpignan, vient d'être condamné, son crime est d'être un actif militant anarchiste.

Après avoir été soigné à l'hôpital à cause des brutalités policières, le voilà emprisonné pour 15 jours.

Le groupe de Perpignan, malgré les efforts de tous ses composants, ne peut supporter à lui seul les frais du procès et d'avocat qui se montent à plus de 800 fr. Camarades du Languedoc que ce appel à la solidarité ne reste pas sans écho. Envoyez les fonds à : Monique, 3, rue Petite-de-la-Monnaie, Perpignan. Faites vite surtout. — L. Estève.

Pau est prié de faire connaître au plus tôt sa nouvelle adresse pour une affaire sérieuse qui le concerne.

Groupe de Trélazé. — Le groupe, dans ses dernières réunions, a décidé d'intensifier la propagande en faisant un appel pressant à tous ceux qui se revendiquent des théories libertaires, soit syndicalistes révolutionnaires, anarchistes-communistes, sympathisants ; le nombre à Trélazé de ces camarades est très élevé, si on en juge par la vente de nos journaux. Jusqu'à ce jour, 150 Libéraire ont été vendus par semaine et 400 Flambeau par mois. Par suite du départ de quelques bons camarades adhérents vendeurs de journaux, la vente baisse un peu. Camarades du groupe et sympathisants, ressaisissons-nous et que dans chaque coin, un camarade se charge de la diffusion de nos journaux qu'il demande au camarade Foullet le nombre de journaux qu'il peut placer.

Pour que les adhérents et sympathisants assistent régulièrement à chacune de nos réunions, nous avons tracé un plan de travail pour tout l'hiver. Cette semaine conférence par Odéon, la semaine prochaine causerie par un camarade d'Angers, sur l'objection de conscience et le refus de tuer.

Le groupe se charge de former le comité Vial et probablement une conférence aura lieu le mois prochain ; des causeries et des conférences sont en préparation ; que chacun apporte son effort moral et pécuniaire pour le développement de notre idéal anarchiste. — Le Groupe de Trélazé.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Tous les copains et lecteurs du « Libéraire » sont invités à assister à toutes les réunions du Groupe qui ont lieu les samedis à 20 h. 30, chez Tricheux, 16, rue du Peyrou.

Samedi 21, causerie très intéressante par un copain.

Se notifie à los camarades espagnols que cada domingo se venden libros y folletos anarquistas en la rue St-Bernard-Charlan à Bualévard.

P. S. — Aux groupes de l'ancienne fédération anarchiste-communiste du Midi.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

« Le Libéraire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Par la circulaire adressée aux groupes par le Bureau fédéral et donnant le compte rendu de la caisse qui était de 25 francs, n'ayant reçu avis d'aucun groupe, le groupe de Toulouse propose qu'ils soient versés au « Libéraire ». Les groupes que cette question intéresserait sont priés de donner leur avis le plus tôt possible.

A. Mirande.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 1, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

LA VOIX DE PROVINCE

LENS

Le calvaire du mineur 1882, Mines de Lens 1899. Clarté et Labore. « Rendre à l'homme par le travail, les ressources enfouies de la nature. »

Telles sont les inscriptions de la plaque en argent remise à chaque médaillé après trente ans de service à la Compagnie dans les profondeurs maisonnaires pour en extraire le charbon, cause de tant de misère et de déchéances. Chaque année à la sainte Barbe, les médaillés vont toucher leur 45 francs et les 20 plus vieux ont 100 francs, bénéfice de legs et libéralités de MM. Daniel F. Bollat, F. Bollat, gros bonnets tout puissants enrichis par la sueur de leurs esclaves.

Au reclo de la médaille représentant la mine, le carreau, avec ses wagons, la cheminée laissant échapper une abondante fumée noire. En bas, dans un amas de feuilles de houx et de laurier, un pic, une hache, un marteau, une pelle et une râpeline, avec dans le milieu, une lampe de sûreté. Le tout auréolé par ces mots magiques : « Clarté et Labore. »

Au verso : une taille, la lampe à feu nu plantée dans le boilage éclairé de ses faibles rayons un ouvrier, pieds nus, le torse reuint d'un suer, tenant le pic au-dessus de sa tête pour le lancer contre la muraille de charbon surplombée de rochers millénaires. Cette vision de labeur encadrée par cette phrase mensongère et trompeuse : « Rendre à l'homme par le travail les ressources enfouies de la nature. »

Feu Danel en léguant une grosse partie de sa fortune pour cette œuvre « philanthropique » n'a eu pour but que la continuation de l'exploitation des foules ouvrières venues des campagnes, attirées par le gain qui ne fut jamais que le faim.

Aujourd'hui, nous pouvons constater avec effroi les progrès immenses : le développement formidable de cette société houillère possédant des richesses inouïes, englobant une grande quantité de localités s'étendant de Lens à La Bassée. La Société fait sans cesse construire des usines de sous-produits, un nouveau morceau de charbon ne soit perdu. Elle réalise le maximum de rendement en marchant pas à pas, avec la science moderne tendant à mécaniser l'homme à la réduire à l'état de bête.

Volla à quoi servent leurs libéralités flétrissantes à l'humanité la plus abjecte. Ceci est un des multiples moyens dont se servent les dirigeants et exploités pour arriver à leurs fins : l'asservissement intégral de la machine à produire des dividendes.

Après avoir trimé pendant près d'un demi-siècle, le mineur est en encore à se dire que, malgré tout, il existe de bons maîtres. En effet, ce sont des maîtres qui vont plus loin que le bout de leur nez. Ils ont soin d'employer les ressources les plus profitables à la conservation de leur espèce.

On est stupéfait de voir actuellement à quel point les mineurs sont faits à cette situation si délicatement entretenue par les bons maîtres : pleins d'attention pour eux. En un mot, on se sent tenté de croire que les parias du sous-sol sont atteints de cécité et que leur matière cérébrale est paralysée par une vie de surmenage intense. Et c'est parce qu'ils s'y accommodent très bien que leurs exploitateurs leur font sans cesse de la morale.

On leur a accordé un morceau de métal et de la rapine.

Non ! les ressources enfouies de la nature ne sont pas rendues à l'homme, mais à quelques A. B.

TOULOUSE

Le dimanche 18 novembre, le Groupe de Toulouse, organisait un meeting en faveur de notre camarade Vial dans une salle mise à notre disposition par la Bourse du Travail. Hélas ! le résultat en fut triste... ce dis-je, il n'y eut même aucun résultat ; seuls les copains occupèrent la salle, ce que voyant et ayant l'impression de parler aux murs, nous préférames renoncer.

Nous étions seuls, pourtant non loin de là siège le grand parti révolutionnaire et nous étions dans la vieille maison écossaise. Que faisaient-ils donc eux pour oublier que leur présence était nécessaire à la défense de celui qui fut non seulement un pacifiste, mais encore un syndicaliste ?

Il est vrai que vous aviez été pressentis lors de la campagne électorale à laquelle vous vous donniez corps et âme, ce qui explique qu'aujourd'hui vous avez oublié. Une première fois vous nous aviez délégué l'homme protégé de votre club et sans doute, sa tâche était-elle trop lourde puisqu'il fut mandaté à la fois par le Secours rouge, la C.G.T., et le P.C., trois organisations dont vous n'avez nagère la collusion.

Ah ! la campagne électorale était autrement intéressante et votre ami Graste lui tirait de sa trompette communiste, des notes terribles et menaçantes, antipatriotes antimitaristes !

« C'est bien, c'est bien, et comme cela devait attirer les suffrages des masses. Mais maintenant pour prendre la défense d'un pacifiste qui est tombé, pour son idée, qui est tombé sans gloire et sans crier, « Votez pour moi ! » c'est une autre chanson. »

Pourquoi comme pour Sacco et Vanzetti, attendez-vous que Vial devienne populaire, pour dire aux masses : « Il est notre et le grand parti des masses défend toutes les victimes de la répression. »

Croyez-vous si vous étiez sincèrement ennemis de l'armée, qu'il ne serait pas temps de demander d'exiger la libération de Vial et pourquoi n'avez-vous pas dit dimanche à la Bourse, la place de tous les hommes de cœur, de tous les révolutionnaires, n'est-elle pas toujours à côté du vaincu pour l'idée.

Quant au « Peut-être » de la C.G.T., et à son absence, il ne peut y avoir qu'une seule explication : le parti libéraliste, les deux directions lui ont fait redouter la perte de leur emploi. Voilà pourquoi alors que dimanche nous voulions tenter de libérer Vial, les salles du haut de la B. d. Travail retentissaient du bruit de réunions plus ou moins oiseuses, sans préoccupation aucune de celui qui tomba pour son idéalisme conscient et son antimilitarisme... attendez-vous syndiques de la Bourse !

Et oui, peut-être que si Vial avait agi tout comme l'ex ardent révolutionnaire qu'est Forges, qui, grâce à son talent jouit d'un siège stable et bien rétribué à la Bourse, si comme lui, Vial, dis-je, avait demandé à ses chefs : « Que dois-je faire à présent sans aucun doute ne serait-il pas aujourd'hui un ouvrier matricule. C'est ce qui explique que Forges perde ses capacités oratoires lorsqu'il s'agit de défendre un homme que n'impulsait que sa conscience. »

Je ne m'attarderais pas à chercher pourquoi les socialistes brillent aussi par leur absence, nous savons bien que ce que veulent les Berlia, confiscateurs d'affiches et de tracts révolutionnaires, les Billières qui charitablement lors de la campagne « Sacco-Vanzetti », nous préviennent de ne l'avoir pas à importer sur nous, sous peine de voir s'apaiser sur nous le pouvoir discrétionnaire dont il est nanti en tant que Maire de Toulouse.

Que les intéressés de ces trois clans, que ceux qui en vivent ou en veulent vivre, agissent à leur guise, peu nous importe ; mais que les sincères, ceux qui croient trouver le maximum de vérité dans leur parti réfléchissent, recherchent quel est leur devoir et que pour la lutte contre les iniquités, pour la libération des martyrs de l'idée, ils fassent un front unique, tellement large que les tyrans et la chirurgie abandonne ses proies.

Quant à nous, malgré l'échec de dimanche, nous n'en continuerons pas moins notre campagne pour Vial, pour tous les persécutés et contre les expulsions administratives.

Marius Tricheux.

LENS

Le calvaire du mineur 1882, Mines de Lens 1899. Clarté et Labore. « Rendre à l'homme par le travail, les ressources enfouies de la nature. »

Telles sont les inscriptions de la plaque en argent remise à chaque médaillé après trente ans de service à la Compagnie dans les profondeurs maisonnaires pour en extraire le charbon, cause de tant de misère et de déchéances. Chaque année à la sainte Barbe, les médaillés vont toucher leur 45 francs et les 20 plus vieux ont 100 francs, bénéfice de legs et libéralités de MM. Daniel F. Bollat, F. Bollat, gros bonnets tout puissants enrichis par la sueur de leurs esclaves.

Au reclo de la médaille représentant la mine, le carreau, avec ses wagons, la cheminée laissant échapper une abondante fumée noire. En bas, dans un amas de feuilles de houx et de laurier, un pic, une hache, un marteau, une pelle et une râpeline, avec dans le milieu, une lampe de sûreté. Le tout auréolé par ces mots magiques : « Clarté et Labore. »

Au verso : une taille, la lampe à feu nu plantée dans le boilage éclairé de ses faibles rayons un ouvrier, pieds nus, le torse reuint d'un suer, tenant le pic au-dessus de sa tête pour le lancer contre la muraille de charbon surplombée de rochers millénaires. Cette vision de labeur encadrée par cette phrase mensongère et trompeuse : « Rendre à l'homme par le travail les ressources enfouies de la nature. »

Feu Danel en léguant une grosse partie de sa fortune pour cette œuvre « philanthropique » n'a eu pour but que la continuation de l'exploitation des foules ouvrières venues des campagnes, attirées par le gain qui ne fut jamais que le faim.

Aujourd'hui, nous pouvons constater avec effroi les progrès immenses : le développement formidable de cette société houillère possédant des richesses inouïes, englobant une grande quantité de localités s'étendant de Lens à La Bassée. La Société fait sans cesse construire des usines de sous-produits, un nouveau morceau de charbon ne soit perdu. Elle réalise le maximum de rendement en marchant pas à pas, avec la science moderne tendant à mécaniser l'homme à la réduire à l'état de bête.

Volla à quoi servent leurs libéralités flétrissantes à l'humanité la plus abjecte. Ceci est un des multiples moyens dont se servent les dirigeants et exploités pour arriver à leurs fins : l'asservissement intégral de la machine à produire des dividendes.

Après avoir trimé pendant près d'un demi-siècle, le mineur est en encore à se dire que, malgré tout, il existe de bons maîtres. En effet, ce sont des maîtres qui vont plus loin que le bout de leur nez. Ils ont soin d'employer les ressources les plus profitables à la conservation de leur espèce.

On est stupéfait de voir actuellement à quel point les mineurs sont faits à cette situation si délicatement entretenue par les bons maîtres : pleins d'attention pour eux. En un mot, on se sent tenté de croire que les parias du sous-sol sont atteints de cécité et que leur matière cérébrale est paralysée par une vie de surmenage intense. Et c'est parce qu'ils s'y accommodent très bien que leurs exploitateurs leur font sans cesse de la morale.

On leur a accordé un morceau de métal et de la rapine.

Non ! les ressources enfouies de la nature ne sont pas rendues à l'homme, mais à quelques A. B.

TOULOUSE

Le dimanche 18 novembre, le Groupe de Toulouse, organisait un meeting en faveur de notre camarade Vial dans une salle mise à notre disposition par la Bourse du Travail. Hélas ! le résultat en fut triste... ce dis-je, il n'y eut même aucun résultat ; seuls les copains occupèrent la salle, ce que voyant et ayant l'impression de parler aux murs, nous préférames renoncer.

TRIBUNE SYNDICALE

Préoccupé du regroupement des forces anarchistes de ce pays et à l'étranger, nous nous petit journal Le Libéraire, s'était troué dans l'obligation d'abandonner une de ses rubriques les plus vivantes : la tribune syndicale.

Aujourd'hui, si le format est malheureusement le même, le regroupement étant en voie de réalisation Le Libéraire peut envisager la réouverture de cette tribune.

Dans l'état actuel du mouvement ouvrier, la tenue de cette chronique syndicale est particulièrement délicate et mon acceptation à l'offre que me fit Le Libéraire d'en assumer la responsabilité n'a pas été sans hésitation.

Une explication nette et franche est nécessaire, au seul de cette chronique syndicale, quand on connaît le triste privilège du mouvement ouvrier français de posséder trois C. G. T.

Quel caractère donnerons-nous à cette tribune ?

Devrons-nous prendre parti pour l'un des trois groupements du monde du travail et faire œuvre de polémique à son bénéfice exclusif ?

Devrons-nous analyser et juger les faits sociaux et les manifestations syndicales qui s'y rapportent du point de vue syndicaliste-réformiste, ou bien encore du point de vue syndicaliste-révolutionnaire ?

Notre intention n'y est nullement.

Nous voulons rester au-dessus des trois C. G. T. pour en apprécier les actes du point de vue syndicaliste tout court. Pour nous, le terme se suffit à lui-même dans sa signification comme dans la chose.

Nous voulons établir le rapport des idées

De la Grève à la Conciliation et l'arbitrage obligatoire

S'il est un fait qui caractérise l'évolution de la C. G. T., c'est bien la discussion du principe de la grève et de son droit qui se poursuit actuellement.

La Fédération confédérée des employés de commerce réunie en congrès cet été vota une résolution qui marque nettement le divorce entre les méthodes d'action d'hier et d'aujourd'hui. Dans cette résolution les employés considèrent la grève comme un moyen d'action primitif qui a perdu sa valeur et en dément le droit d'exercice à certaines catégories d'ouvriers et de fonctionnaires des services publics.

Cette contestation publique et officielle de l'efficacité de la grève comme moyen d'action fut suivie par une série de manifestations du même ordre mettant en jeu le principe même de la grève et de son droit. Parmi ces manifestations, il faut citer une déclaration de Joubaux assurant le droit de grève au « droit de crever de faim », une affiche des Inspecteurs maritimes de Marseille en grève dans laquelle ils s'affirment « les ennemis de la grève générale » et enfin un discours de Lenoir au dernier congrès du Textile dont le passage suivant caractérise nettement la pensée confédérale sur ce sujet : « On a parlé de droit de grève, mais est-ce un droit ? Le droit de grève, c'est le droit de ne pas travailler, de refuser son salaire, de se priver de pain. Est-ce qu'il y a en France une loi qui oblige à travailler ? »

Emparons-nous de ce raisonnement et faisons une remarque.

La grève et le travail, ne sont pas les deux termes d'une antinomie ; celui-ci n'est pas l'antithèse de celui-là. Il est donc faux de déduire de l'absence de lui rendant le travail obligatoire, que la grève, n'a pas son droit ou n'est pas un droit. Les esprits ne doivent pas se laisser troubler par des formules simplistes et de logique apparente qui ne résistent pas à la réflexion.

Quiconque n'est pas propriétaire des instruments de production, et alors même qu'aucun décret législatif ne rend le travail obligatoire, est astreint au travail pour satisfaire ses besoins physiologiques. C'est là une loi économique élémentaire que personne ne contredira.

La satisfaction de ces besoins est à la base de l'établissement du salaire. Le propriétaire des instruments de production entend fixer lui-même la limite de ces besoins alors que l'ouvrier aspire à en devenir le seul juge. De là, pour ce dernier, la considération comme le droit naturel de mettre ou de ne pas mettre en valeur les instruments de production du propriétaire ou capitaliste.

Les travailleurs, forts de leur union, résistent au capitalisme dans sa prétention de les maintenir toujours dans le même état, par la cessation concertée du travail. La grève, nous dit-on, entraîne la perte du salaire et compromet le droit de l'ouvrier de son pain. Il n'y a là qu'une question de proportion. En faisant la grève, l'ouvrier se prive momentanément de toute sa part de pain (cet aliment pris pour symbole) c'est vrai ; mais si l'ouvrier n'appuie pas sa revendication par un moyen d'action quelconque elle reste lettre morte et il sera perpétuellement frustré de la différence de la part de pain qu'il revendique de